

DÉBAT DES INTERVENANTS

Friedbert Pflüger, directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH

Nous avons de solides acteurs ayant pignon sur rue et de nouveaux acteurs, et cela me rend plus optimiste que la situation sur le front de l'énergie. Philippe, vous voulez commenter.

Philippe Chalmin, fondateur du Cercle Cyclope, professeur à Paris-Dauphine, consultant auprès d'organismes internationaux (OCDE, CEE, CNUCED)

Juste un commentaire. Nous nous sommes quelque peu focalisés sur les matières premières stratégiques pour la transition énergétique, etc., pourtant ce qui a été dit sur le phosphate est vraiment important. Il est clair que parmi toutes les matières premières essentielles pour l'avenir de l'humanité, il en est une pour laquelle il n'existe aucun substitut. Il est possible de substituer un métal par un autre, vous pouvez substituer le cobalt par le nickel, etc. dans certains cas. Mais s'il y a bien un produit pour lequel aucune substitution n'est possible et qui est indispensable pour les cultures, c'est le phosphate. Donc, le phosphate est très important. Je ne le considérais pas jusqu'ici comme une matière dangereusement stratégique car les réserves de phosphate sont très importantes et le premier et le plus grand producteur de phosphate est un pays que je qualifierais d'ami, le Maroc. Pour le moment, le problème ne se pose pas vraiment, je ne suis pas très inquiet pour le phosphate. En revanche, je le suis pour l'ammoniac, donc le gaz naturel. Il faut également mentionner la potasse que l'Europe importe de deux pays fort sympathiques, la Russie et la Biélorussie. N'oublions pas les engrais. Il ne s'agit certes pas d'une industrie de haute technologie mais ils sont indispensables pour nous et pour nourrir les 10 milliards d'habitants que comptera la planète d'ici la fin du siècle.

Friedbert Pflüger

Ingvil, vous nous avez dit un peu plus tôt que Norge Mining avait découvert d'importants gisements de phosphate en particulier en Norvège. Pouvez-vous nous préciser à combien s'élèvent ces réserves et, ce qui serait très intéressant, quand aura lieu la mise en production ? Avez-vous un calendrier précis jusqu'à la mise en production, afin de savoir quand l'UE et d'autres pays pourront bénéficier de vos découvertes ?

Ingvil Smines Tybring-Gjedde, directrice non exécutive chez Norge Mining, ancienne Secrétaire d'État pour le ministère du Pétrole et de l'Énergie de Norvège

Merci beaucoup pour cette question. Voilà pourquoi nous sommes si satisfaits de notre collaboration avec l'UE et du travail accompli par Peter et son équipe. Ils encouragent non seulement l'UE, mais aussi le gouvernement norvégien à obtenir les licences, les brevets et autres autorisations qui permettront de réaliser ce projet le plus rapidement possible. En ce qui

nous concerne, les autorités et les questions environnementales sont responsables de la lenteur de cette phase, mais il est important de prendre les mesures nécessaires pour s'inscrire dans une démarche durable. Sur le plan de la durabilité, je comprends tout-à-fait les arguments en défaveur d'une industrie minière en Europe. Cependant, le point positif est que nous avons découvert ces énormes ressources de phosphate et de vanadium, d'environ 70 milliards de tonnes, dans des mines à ciel ouvert, et que nous avons une population très instruite. Ces ressources se trouvent dans le sud de la Norvège, donc pas de tensions avec les Sami, et dans une région où l'industrie pétrolière et gazière est très développée, juste à côté de Stavanger, qui est la capitale norvégienne du pétrole et du gaz. L'engagement et la contribution des parties prenantes sont excellents, et nous disposons de formidables infrastructures aux alentours de ces gisements, avec des ports en eaux très profondes. Par ailleurs, la Norvège dispose en abondance d'énergies renouvelables. Nous savons que les ressources diminueront à l'avenir, mais je dois dire que ce n'est pas le cas aujourd'hui, rien ne s'oppose donc à ce que la Norvège soit le fournisseur de gaz de l'Europe. Les responsables politiques norvégiens, de gauche comme de droite, sont tous très favorables à ce projet car ils ont besoin de créations d'emplois et du développement de nouvelles industries, et l'industrie minière pourrait y contribuer. Les parties prenantes et les responsables politiques, tant nationaux que régionaux, sont très favorables au projet, et c'est également grâce à Peter et à son équipe.

Friedbert Pflüger

Jonathan, vous avez demandé la parole, mais je veux juste rebondir sur cette remarque d'Ingvil. Manifestement, la population norvégienne a conscience et admet que l'exploitation minière en Europe redevient nécessaire. Elle y est favorable et les zones ne sont pas très peuplées. Comment cela se passe-t-il dans les autres pays du monde et constatez-vous un changement d'attitude à l'égard de l'exploitation minière en Europe, ou y a-t-il encore beaucoup de résistance aux nouveaux projets ? Nous vous écoutons.

Jonathan Cordero, responsable du développement d'entreprise chez Eurasian Resources Group

Je me réjouis de répondre à cette question sur l'acceptabilité de l'exploitation minière dans les marchés développés, mais je voudrais également faire quelques observations sur le calendrier de développement des projets. En ce qui concerne l'acceptabilité des projets miniers, je tiens à faire remarquer que le concept ESG n'est pas une nouveauté pour notre industrie. L'industrie minière s'inscrit en effet dans cette démarche depuis des décennies, même si le concept a évolué au cours des cinq à dix dernières années. Nous avons toujours eu des interactions avec les communautés hôtes et une conscience aiguë de nos responsabilités envers les populations, les communautés et l'environnement, et c'est ce que nous avons appelé le « permis social d'opérer ». Cet engagement, qui doit intervenir avant la construction d'une mine, a toujours été au cœur des préoccupations des sociétés minières. Le processus d'engagement doit faire l'objet d'une gestion proactive et être institutionnalisé au sein des différentes sociétés. Il est clair que le processus d'engagement est quelque chose de très important et, personnellement, je ne voudrais pas d'une mine dans l'arrière-cour de ma maison, d'où la nécessité de mettre l'accent sur les actions de sensibilisation et d'éducation. Je pense que les gens ne comprennent pas bien que la transition vers une économie bas carbone ne se fera pas sans les mines, d'où l'importance de l'éducation. Lorsque vient le moment de construire une mine, les discussions

avec les autorités concédantes et les pays hôtes sont importantes, mais il est tout aussi important d'interagir avec les communautés environnantes et d'entamer ce processus très en amont, avant d'installer la première foreuse.

Je reviens sur le calendrier et sur votre question à Ingvil concernant le délai de mise en production. Selon la matière première, il faut 10 à 15 ans pour construire une mine, et cela s'explique en partie seulement par la bureaucratie et les procédures d'octroi de demande de licence, mais surtout par le travail minutieux nécessaire pour construire une mine rentable. Un grand nombre d'études et de travaux doivent être réalisés en amont, et beaucoup de personnes sont impliquées dans le développement d'un projet minier, cela nécessite parfois des milliards de dollars d'investissement. Nous travaillons actuellement sur un projet de minerai de fer au Brésil et l'investissement avoisine les 5 milliards de dollars. Par ailleurs, lorsque nous lançons ce type de projet, ce n'est pas pour une exploitation de trois ou cinq ans seulement, il faut s'inscrire dans un horizon à 30 ans, ce qui correspond à la durée de vie d'une mine. Cela signifie que nous devons prendre une décision d'investissement pour les 50 prochaines années. L'exploitation minière est intrinsèquement une activité à très long terme et nous sommes très heureux d'adhérer aux normes en vigueur au moment de la décision d'investissement, mais nous demandons instamment aux décideurs politiques de ne pas changer les règles en cours de jeu.

Philippe Chalmin

Merci. Pour compléter ce que vous avez dit, le plus gros investissement greenfield dans le cuivre est la mine Oyu Tolgoi en Mongolie. Je crois me souvenir que la décision a été prise à la fin du siècle dernier et qu'il leur a fallu 15 ans pour développer la première phase, et que la deuxième phase n'est pas encore achevée, cela fait donc pratiquement 25 ans au total. Le deuxième point que je voudrais souligner est que, certes, la France n'est pas exactement le centre du monde, mais il n'y aura pas d'exploitation minière en France malheureusement. Nous avons un projet minier, portant non pas sur un métal stratégique, mais sur une exploitation aurifère en Guyane, où la France possède un petit morceau d'Amérique latine. Le projet visait à construire une mine durable, avec toutes les précautions nécessaires dans un pays où l'administration est intransigeante en la matière. Il s'agissait du projet Montagne d'Or en Guyane et, malheureusement, il n'a pas pu se concrétiser en raison de l'opposition principalement d'ONG écologistes, en particulier le WWF, représenté en France par celui qui est aujourd'hui président de la commission de l'environnement au Parlement européen. Cela montre qu'il faut tenir compte du syndrome NIMBY (*not in my backyard* - pas près de chez moi) à l'échelle d'un pays et même d'un continent. Pour être franc, je doute beaucoup de la capacité de l'Europe à développer de nouveaux projets miniers et je suis heureux de savoir que la Norvège pourrait être l'exception.

Friedbert Pflüger

Peter, nous voulons vous poser une question. L'UE peut-elle faire quelque chose, fera-t-elle quelque chose pour accélérer les processus afin que nous n'ayons pas à attendre 20 ans au vu de la situation actuelle ? De quelle manière peut-elle nous faire prendre conscience que nous avons également besoin de plus d'exploitation minière en Europe dans le cadre du Pacte vert ?



Peter Handley, Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la Direction générale du marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME de la Commission européenne

Ce que nous ne pouvons pas faire, c'est accélérer le volet technique du lancement et de la mise en œuvre des projets. Comme l'ont dit les deux précédents intervenants, concevoir les modèles de processus, réaliser les études géologiques, et construire des installations prend du temps. En revanche, nous voyons un énorme potentiel d'amélioration dans l'accélération des processus d'autorisation. À l'heure actuelle, dans l'Union européenne et probablement aussi en Norvège, ces processus sont trop lents, trop imprévisibles. Les situations restent bloquées et ce n'est pas la bonne façon de procéder si vous avez des projets d'importance stratégique. Nous nous intéressons aux bonnes pratiques dans le monde et réfléchissons à la manière dont nous pouvons améliorer les choses ici en Europe. Nous discutons avec nos experts en environnement et en énergies renouvelables. J'ignore si vous en avez eu vent, mais ces dernières semaines, nous avons proposé une mesure d'urgence visant à accélérer l'octroi de permis pour les projets éoliens et solaires, car une montée en puissance est absolument nécessaire afin d'opérer notre découplage des combustibles fossiles russes plus rapidement que prévu. Nous allons étudier la possibilité d'accélérer l'octroi des permis pour les mines, les sites d'extraction ou les nouvelles installations industrielles. Cela implique la création d'une approche à guichet unique, la gestion parallèle de différents processus d'autorisation, la réalisation d'évaluations environnementales stratégiques avant le lancement de projets spécifiques. Cela passe aussi par la désignation d'un coordinateur chargé de s'assurer que les choses ne restent pas bloquées et sont réglées sans délai. Cela signifie par ailleurs que nous devons examiner de près le système judiciaire, où les recours peuvent rester bloqués pendant des années s'ils ne sont pas traités en priorité. Il faut adopter une approche beaucoup plus raisonnée pour réaliser des projets stratégiques sans affaiblir les performances environnementales et sociales.

Friedbert Pflüger

Il reste trois minutes, vous avez donc 45 secondes chacun. Profitez de la présence du Monsieur Matières premières de l'UE, quelle est la première chose que vous voudriez que l'UE fasse pour vous soutenir ? De quoi avez-vous besoin précisément ? Je vais commencer par Ingvil, la responsable politique.

Ingvil Smines Tybring-Gjedde

Je ne suis plus une responsable politique, j'ai cessé de l'être lorsque j'ai rejoint Norge Mining. Je pense que la priorité est de coordonner le processus afin qu'il soit plus rapide. Nous avons terminé la phase d'identification et nous en sommes maintenant à la phase de sélection. Ce dont nous avons besoin, c'est de coordination et, bien sûr, de solidarité avec les producteurs afin de les aider à relever le défi de la durabilité dans l'industrie minière.

Jonathan Cordero

Nous sommes membres fondateurs d'une association appelée The Global Battery Alliance, incubée dans le cadre du Forum économique mondial, qui compte 130 membres des secteurs public et privé. Nous pensons que la stratégie gagnante réside dans la coopération entre



diverses entités désireuses de prendre leurs responsabilités, d'éviter la construction de chaînes de valeur parallèles et le nationalisme des ressources, et d'unir leurs efforts au sein de ce forum, et nous invitons tout le monde à se joindre à nos efforts.

Philippe Chalmin

Soyons positifs. L'important, c'est d'être durable. Avec les prix élevés actuels, nous avons les moyens d'être durables. Peter a dit que l'un des problèmes réside dans le fait que l'Europe continue plus ou moins d'exporter ses problèmes environnementaux et de penser que d'autres pays produiront, tout en fermant les yeux sur les conditions en RDC, par exemple. Avec les prix actuels, nous pourrions développer de nouvelles mines durables et peut-être même la métallurgie en Europe. Nous nous sommes focalisés sur les mines, mais n'oublions pas que le véritable goulet d'étranglement se situe très souvent du côté de la métallurgie. Nous n'avons pas parlé du titane, mais le problème ne vient pas de la matière première en soi, mais de la fabrication de l'éponge de titane, par exemple.

Friedbert Pflüger

Merci beaucoup. Je tiens à vous remercier pour la qualité de ces discussions. Merci à tous. Je voudrais conclure par une citation de Winston Churchill. En 1914, alors qu'il était Premier Lord de l'Amirauté de Grande-Bretagne, Churchill a déclaré : « Nous devons convertir toute notre flotte du charbon au pétrole si nous voulons rivaliser avec la marine allemande ». Le parti travailliste a rétorqué que c'était insensé, car nous serions alors dépendants de pays comme la Perse, ou aujourd'hui l'Azerbaïdjan, chose inacceptable. Churchill a repris le micro à la Chambre des communes et déclaré : « Croyez-moi, la sécurité énergétique est une question de diversité, et uniquement de diversité ». Je pense que l'on peut dire exactement la même chose pour les matières premières critiques. Nous devons viser la diversité et, avec l'aide de l'UE et de Peter, j'espère que nous y parviendrons. Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs. Je vous souhaite bonne chance pour vos projets.